

doutait par dessus tout la présence des vaisseaux russes dans les eaux du Bosphore, offrit au ministère français de s'entendre avec lui avant de soumettre aux autres Cours les différends à régler (1). La politique méticuleuse qui présidait aux conseils du gouvernement lui fit repousser cette proposition. Première faute d'où dérivèrent les funestes conséquences que je vais avoir à exposer. Le ministère qui, en entretenant habilement les alarmes que le traité d'Unkiar-Skelessy inspirait à l'Europe occidentale, eût rallié à ses vues l'Autriche, la Prusse et l'Angleterre, préféra transporter à Alexandrie le débat de la question en litige ; il changea le caractère du différend en mettant en cause la situation du vice-roi, que les puissances du Nord répudiaient comme allié de la France révolutionnaire, que les Anglais voyaient avec défaveur à cause des entraves incessantes qu'il apportait à leur commerce. Cette maladresse fut activement exploitée par le cabinet russe qui crut l'occasion favorable pour dissoudre cette alliance anglo-française, objet perpétuel de son ombrage. M. de Brunnow fut envoyé à Londres, et proposa à lord Palmerston d'abandonner à la Russie le protectorat de Constantinople en cas d'agression nouvelle de la part d'Ibrahim, en s'engageant au nom du czar à laisser aux escadres combinées leur libre action sur les côtes d'Egypte et de Syrie. Mais cette audacieuse proposition, qui tendait ouvertement à placer le traité d'Unkiar-Skelessy sous la protection du droit européen, souleva le cabinet français, lequel rencontra cette fois d'utiles auxiliaires dans les ministres d'Autriche et de Prusse ; et lord Palmerston la modifia en demandant que si, par suite des événements de la guerre, les vaisseaux russes pénétraient dans le Bosphore, ceux des autres puissances fussent admis à franchir le détroit des Dardanelles. Le cabinet

(1) *Histoire diplomatique de la question d'Orient*, par L. Faucher, 1841.